



COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 27.2.2025
C(2025) 1206 final

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 27.2.2025

**complétant le règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil par des
normes techniques de réglementation qui précisent les enregistrements devant être
conservés de tous les services, activités, ordres et transactions sur crypto-actifs effectués**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. CONTEXTE DE L'ACTE DÉLÉGUÉ

Le règlement (UE) 2023/1114 du 31 mai 2023 sur les marchés de crypto-actifs, et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 1095/2010 et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/1937 (ci-après le «règlement MiCA») a été publié au *Journal officiel de l'Union européenne* le 9 juin 2023 et est entré en vigueur le 29 juin 2023. Le règlement MiCA a commencé à s'appliquer le 30 juin 2024 pour ce qui est de ses titres III et IV, concernant respectivement les émetteurs de jetons se référant à un ou des actifs (ART pour «*asset-referenced tokens*») et les émetteurs de jetons de monnaie électronique (EMT pour «*e-money tokens*»), et il s'appliquera intégralement à partir du 30 décembre 2024.

Le règlement MiCA régit les émetteurs de crypto-actifs qui ne relèvent pas déjà d'autres actes relatifs aux services financiers, ainsi que les prestataires de services liés à ces crypto-actifs (prestataires de services sur crypto-actifs). Son objectif est de promouvoir une innovation sûre et durable, tout en parant aux risques que cette nouvelle catégorie d'actifs entraîne pour les consommateurs, l'intégrité du marché et la stabilité financière, mais aussi pour la transmission de la politique monétaire et la souveraineté monétaire.

L'article 68, paragraphe 9, du règlement MiCA impose aux prestataires de services sur crypto-actifs de conserver des enregistrements de tous les services, activités, ordres et transactions qu'ils effectuent. Ces enregistrements doivent être suffisamment détaillés pour permettre aux autorités compétentes d'exercer leurs tâches de surveillance et de prendre des mesures d'exécution, et en particulier de déterminer si les prestataires de services sur crypto-actifs ont respecté toutes les obligations que leur impose le règlement, notamment à l'égard de leurs clients ou clients potentiels et en ce qui concerne l'intégrité du marché.

Conformément à l'article 68, paragraphe 10, du règlement MiCA, l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) a été chargée d'élaborer des projets de normes techniques de réglementation précisant davantage les enregistrements devant être conservés de tous les services, activités, ordres et transactions sur crypto-actifs effectués.

L'article 68, paragraphe 10, du règlement MiCA habilite la Commission à compléter ledit règlement en adoptant ces normes techniques de réglementation conformément aux articles 10 à 14 du règlement (UE) n° 1095/2010.

Le présent acte délégué doit être adopté sur le fondement de l'article 68, paragraphe 10, du règlement MiCA et de l'article 290 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

2. CONSULTATION AVANT L'ADOPTION DE L'ACTE

L'AEMF a élaboré les projets de normes techniques de réglementation et a mené une consultation publique ouverte entre le 5 octobre 2023 et le 14 décembre 2023.

D'une manière générale, les répondants ont largement soutenu l'approche adoptée dans les normes techniques consistant à aligner les obligations d'enregistrement applicables aux prestataires de services sur crypto-actifs sur celles applicables aux entreprises d'investissement énoncées dans le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers.

Une grande majorité des répondants est favorable à la proposition d'utiliser l'identifiant de jeton numérique («*Digital Token Identifier*», DTI) pour identifier les crypto-actifs dans les enregistrements des ordres et des transactions que doivent conserver les prestataires de services sur crypto-actifs. Quelques-uns se sont opposés à la proposition, se déclarant

préoccupés par le niveau d'adoption trop restreint du DTI, et ont suggéré d'envisager d'autres identifiants. Finalement, l'AEMF a décidé de donner la priorité à l'utilisation du DTI en tant qu'identifiant international établi, tout en autorisant l'utilisation d'autres identifiants sous certaines conditions.

La majorité des répondants a aussi approuvé l'inclusion des frais de réseau de chaînes de blocs dans les champs de données de la catégorie des transactions sur chaîne couverts par le projet de normes techniques. Beaucoup se sont toutefois demandé si ce point de données était nécessaire dans le cadre de ces normes techniques. Finalement, l'AEMF a décidé de conserver cette exigence, étant donné qu'elle constitue un point de données essentiel pour évaluer les caractéristiques de l'exécution des transactions lorsque les chaînes de blocs sont utilisées pour le règlement des transactions.

En outre, presque tous les répondants se sont déclarés favorables à l'inclusion de définitions des notions de «transaction», «effectuer une transaction» et «exécuter une transaction» dans les normes techniques. Ces notions ont été recommandées afin de préciser exactement quand les obligations d'enregistrement énoncées dans le règlement MiCA et dans les normes techniques s'appliquent aux prestataires de services sur crypto-actifs.

Pour garantir une surveillance efficace, l'AEMF a proposé, dans les projets de normes techniques, l'obligation pour les prestataires de services sur crypto-actifs qui transmettent des ordres à des entités de pays tiers non réglementées par le règlement MiCA d'enregistrer toutes les informations de l'ordre qui, autrement, ne seraient pas enregistrées. Certains répondants ont indiqué que, étant donné que les entités de pays tiers recevant des ordres ne relèveraient pas du champ d'application du règlement MiCA, cette approche pourrait poser problème en ce qui concerne les informations pouvant être obtenues par les prestataires de services sur crypto-actifs auprès d'entités de pays tiers ainsi que les normes et formats de données. Certains répondants ont demandé que l'obligation de collecter des données complètes sur les ordres transmis et exécutés dans des pays tiers soit à respecter dans la mesure du possible. La majorité des répondants ont reconnu que plusieurs problèmes pourraient se poser lors de la recherche d'informations concernant l'acheteur/vendeur de la transaction exécutée sur des plates-formes de pays tiers. Compte tenu de ces avis, l'AEMF a apporté plusieurs ajustements aux obligations d'enregistrement afin de permettre aux prestataires de services sur crypto-actifs de s'y conformer plus facilement en ce qui concerne les ordres et les transactions exécutés sur des plates-formes de pays tiers.

Enfin, en ce qui concerne l'identification des clients, les normes techniques soumises à la consultation prévoyaient l'obligation pour les personnes pouvant se voir attribuer un identifiant d'entité juridique (LEI) d'en obtenir un et de le fournir au prestataire de services sur crypto-actifs, faute de quoi elles ne seraient pas autorisées à négocier. Certains répondants ont anticipé des problèmes pratiques et juridiques liés à l'obligation de disposer d'un LEI pour négocier, en l'occurrence pour les clients qui ne disposent pas d'un LEI mais qui remplissent les conditions pour en recevoir et qui ne pourraient pas négocier, par exemple une charge administrative élevée pour les clients et les prestataires de services sur crypto-actifs. Finalement, l'AEMF a remplacé la proposition initiale par une approche «en cascade» pour identifier les parties impliquées dans les transactions. Cette approche définit le LEI comme identifiant par défaut pour les personnes morales, mais permet également l'utilisation d'autres identifiants lorsqu'une entité n'a pas de LEI.

3. ÉLÉMENTS JURIDIQUES DE L'ACTE DÉLÉGUÉ

L'article 1^{er} contient les définitions.

L'article 2 précise les modalités de conservation des enregistrements.

L'article 3 fixe les exigences relatives à l'enregistrement des politiques et des procédures que les prestataires de services sur crypto-actifs sont tenus de maintenir en vertu du règlement (UE) 2023/1114.

L'article 4 précise l'enregistrement des droits et obligations respectifs du prestataire de services sur crypto-actifs et du client.

L'article 5 précise les obligations d'enregistrement en ce qui concerne la garde des crypto-actifs et des fonds des clients.

Les articles 6 et 7 énoncent respectivement les obligations d'enregistrement pour les ordres et pour les transactions exécutés par le prestataire de services sur crypto-actifs.

L'article 8 prévoit les exigences relatives à l'identification d'une personne ou d'un algorithme informatique qui prend la décision d'investissement.

L'article 9 précise les exigences relatives à l'identification des personnes physiques dans les enregistrements du prestataire de services sur crypto-actifs.

L'article 10 prévoit les obligations d'enregistrement relatives à l'identification d'une personne ou d'un algorithme informatique qui fixe les conditions d'exécution d'une transaction.

L'article 11 précise les obligations d'enregistrement pour la réception et la transmission des ordres à un autre prestataire de services sur crypto-actifs.

Les articles 12 et 13 prévoient des obligations d'enregistrement en ce qui concerne les ordres respectivement exécutés par ou transmis à des entités auxquelles le règlement (UE) 2023/1114 ne s'applique pas.

L'article 14 précise les exigences relatives à l'identification des personnes morales dans les enregistrements du prestataire de services sur crypto-actifs.

L'article 15 précise les exigences relatives à l'identification des crypto-actifs.

L'article 16 prévoit l'obligation pour le prestataire de services sur crypto-actifs de conserver des enregistrements des transactions effectuées par ses succursales.

L'article 17 précise les exigences relatives à l'identification des prestataires de services sur crypto-actifs effectuant des ordres ou des transactions à l'aide d'identifiants d'entité juridique.

L'article 18 fixe la date d'entrée en vigueur et la date d'application de l'acte délégué.

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 27.2.2025

complétant le règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation qui précisent les enregistrements devant être conservés de tous les services, activités, ordres et transactions sur crypto-actifs effectués

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les marchés de crypto-actifs, et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 1095/2010 et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/1937¹, et notamment son article 68, paragraphe 10, troisième alinéa,

considérant ce qui suit:

- (1) Les enregistrements que les prestataires de services sur crypto-actifs sont tenus de conserver devraient être adaptés au type d'activité de ceux-ci et à l'éventail des services, activités, ordres et transactions sur crypto-actifs qu'ils effectuent.
- (2) Les prestataires de services sur crypto-actifs devraient être libres de choisir la manière dont ils conservent les données pertinentes relatives à tous les ordres et transactions portant sur des crypto-actifs. Pour autant, des enregistrements cohérents et comparables des services, activités, ordres et transactions sont essentiels pour que les autorités compétentes puissent exercer leurs tâches de surveillance et prendre des mesures d'exécution. En particulier, les autorités compétentes devraient pouvoir effectuer la même analyse sur tous les ensembles de données enregistrés, et ce, quel que soit le prestataire de services sur crypto-actifs concerné. Les prestataires de services sur crypto-actifs devraient donc fournir des informations cohérentes sur les enregistrements relatifs aux services, activités, ordres et transactions en utilisant des normes uniformes lorsqu'une autorité compétente demande de telles informations en vertu de l'article 94 du règlement (UE) 2023/1114. Pour les mêmes raisons, il est nécessaire de préciser que les enregistrements devraient être conservés sur un support permettant une surveillance efficace par les autorités compétentes.
- (3) Afin d'exploiter les connaissances tirées du règlement (UE) n° 600/2014 du Parlement européen et du Conseil² et de tirer parti de l'application dudit règlement, de garantir la cohérence des normes en matière d'enregistrement dans l'ensemble du secteur financier et de réduire au minimum la charge qu'elles font peser sur les prestataires de services sur crypto-actifs, les données devraient être enregistrées conformément aux normes visées dans ledit règlement. Pour assurer la cohérence entre le présent

¹ JO L 150 du 9.6.2023, p. 40, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2023/1114/oj>.

² Règlement (UE) n° 600/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 (JO L 173 du 12.6.2014, p. 84, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2014/600/oj>).

règlement délégué et le règlement délégué (UE) 2024/xxx de la Commission [C(2024) 6909]³, les mêmes normes devraient s'appliquer lorsque ce dernier règlement impose lui aussi des enregistrements.

- (4) Pour que les autorités compétentes puissent correctement surveiller les services fournis par les prestataires de services sur crypto-actifs, il est nécessaire que ces derniers conservent des enregistrements des dispositifs et des procédures stratégiques mis en place pour se conformer au règlement (UE) 2023/1114.
- (5) Les abus de marché, y compris les manipulations de marché, peuvent être commis par différents moyens, y compris par le trading algorithmique. Afin d'assurer une surveillance efficace des marchés, il conviendrait donc que lorsque des décisions d'investissement sont prises par une personne autre que le client ou par un algorithme informatique, cette personne ou cet algorithme soit identifié(e), dans les enregistrements des ordres et des transactions, par un identifiant unique, fiable et cohérent. Pour les mêmes raisons, il est important de prévoir que lorsque plusieurs personnes au sein d'un prestataire de services sur crypto-actifs prennent la décision d'investissement, la personne à qui incombe la responsabilité première de la décision doit être identifiée dans les enregistrements.
- (6) Afin de garantir une identification sans équivoque, uniforme et fiable des personnes physiques dans les enregistrements des ordres et des transactions, celles-ci devraient être identifiées par la concaténation du code de leur pays de nationalité et des identifiants attribués par le pays de nationalité de ces personnes. En l'absence d'un tel identifiant, il conviendrait de désigner ces personnes par un identifiant composé de la concaténation de leur date de naissance et de leur nom.
- (7) Il est nécessaire que les prestataires de services sur crypto-actifs collectent certaines données à caractère personnel en vue de l'identification de leurs clients, ou d'autres personnes physiques concernées par les ordres ou transactions sur crypto-actifs, car ces données sont essentielles pour que les autorités compétentes puissent exercer une surveillance efficace, notamment en ce qui concerne les abus de marché. L'identification des personnes physiques doit en toutes circonstances se faire en respectant l'ordre de priorité des différents identifiants indiqués à l'annexe II du règlement délégué (UE) 2017/590 de la Commission.
- (8) Il peut arriver que les personnes physiques qui doivent être identifiées à des fins d'enregistrement soient résidentes d'un pays autre que celui dont elles ont la nationalité. Le pays de résidence des personnes physiques peut avoir une incidence sur plusieurs obligations au titre du règlement (UE) 2023/1114 et constitue donc un élément de données important pour garantir une surveillance efficace par les autorités compétentes. Si le pays de résidence est différent de la nationalité d'une personne, il convient de l'indiquer en donnant le code pays du pays de résidence de cette personne physique.
- (9) Pour faciliter la surveillance des marchés et permettre la comparabilité des enregistrements que doivent conserver les prestataires de services sur crypto-actifs, il conviendrait que les clients de ces derniers qui sont des entités juridiques soient

³ Règlement délégué (UE) 2024/xxx de la Commission complétant le règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation précisant le contenu et le format des enregistrements de carnets d'ordres pour les prestataires de services sur crypto-actifs exploitant une plate-forme de négociation de crypto-actifs (JO L xxx/xxx, ELI xxx) [JO: insérer la référence du document C(2024) 6909].

désignés par un code satisfaisant aux critères adoptés au niveau international pour la mise au point de systèmes d'identification robustes aux fins de la surveillance des marchés financiers. Ce code devrait être unique, neutre, fiable, open source, évolutif, accessible, disponible gratuitement ou à un coût raisonnable et soumis à un cadre de gouvernance approprié. Ces critères ont également été utilisés par les autorités compétentes pour évaluer les identifiants les plus appropriés dans les normes techniques antérieures relatives aux données prudentielles^{4,5,6}, afin de garantir la cohérence et la comparabilité des données relatives aux transactions financières, et devraient donc également s'appliquer dans le cadre du présent règlement.

- (10) Le LEI est un identifiant international largement reconnu, accessible sur les plans financier et opérationnel, utilisé sur les marchés financiers. Il garantit l'accès aux données sous-jacentes à tout moment, permettant la comparabilité et l'agrégation des informations au niveau de l'Union, améliorant la qualité des données agrégées et les délais dans lesquels elles sont présentées et réduisant la charge liée aux déclarations pour les prestataires de services sur crypto-actifs. Par conséquent, ces derniers devraient, lorsqu'il existe, enregistrer le LEI des clients qui sont des personnes morales pour le compte desquelles ils exécutent des ordres et des transactions. Toutefois, il existe d'autres identifiants d'entité juridique dont l'usage peut être approprié dans le cadre du présent règlement. La directive (UE) 2017/1132 impose aux sociétés soumises à cette directive de disposer d'un identifiant unique européen (EUID), qui identifie sans équivoque les sociétés et constitue, en tant que tel, un outil approprié pour l'identification des entités dans l'Union. Dans un délai de 18 mois à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement, la Commission et l'AEMF noueront une collaboration étroite pour faciliter l'utilisation de l'EUID en tant qu'outil permettant d'identifier les clients qui sont des entités juridiques aux fins du présent règlement. À l'issue de ces travaux, la Commission devrait évaluer si l'EUID est prêt à être utilisé aux fins de l'article 14. En outre, pour ne pas fermer la porte à d'autres identifiants pouvant convenir à des fins de surveillance et favoriser l'intégrité du marché, le présent règlement définit les critères auxquels ces autres identifiants devraient satisfaire. Pour que le marché puisse utiliser ces autres identifiants, l'AEMF devrait approuver leur utilisation lorsqu'ils satisfont aux critères énoncés dans le présent règlement.
- (11) Une méthode unique d'identification et de classification des parties respectant les critères susmentionnés et des instruments qui suivent ces principes contribue

⁴ Règlement d'exécution (UE) 2019/363 de la Commission du 13 décembre 2018 définissant les normes techniques d'exécution en ce qui concerne le format et la fréquence des déclarations des éléments des opérations de financement sur titres aux référentiels centraux conformément au règlement (UE) 2015/2365 du Parlement européen et du Conseil, et modifiant le règlement d'exécution (UE) n° 1247/2012 de la Commission en ce qui concerne les codes utilisés pour la déclaration des contrats dérivés (JO L 81 du 22.3.2019, p. 85, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2019/363/oj).

⁵ Règlement délégué (UE) 2017/590 de la Commission du 28 juillet 2016 complétant le règlement (UE) n° 600/2014 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation pour la déclaration de transactions aux autorités compétentes (JO L 87 du 31.3.2017, p. 449, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg_del/2017/590/oj).

⁶ Règlement d'exécution (UE) n° 1247/2012 de la Commission du 19 décembre 2012 définissant les normes techniques d'exécution en ce qui concerne le format et la fréquence des déclarations de transactions aux référentiels centraux conformément au règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux (JO L 352 du 21.12.2012, p. 20, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2012/1247/oj).

directement aux efforts déployés par les autorités compétentes pour assurer une surveillance du marché fondée sur les données.

- (12) Des comportements abusifs manuels ou algorithmiques peuvent également se produire lorsqu'un prestataire de services sur crypto-actifs détermine la plate-forme de négociation à laquelle les crypto-actifs doivent avoir accès ou le prestataire de services sur crypto-actifs auquel les ordres doivent être transmis, ou toute autre condition liée à l'exécution de l'ordre. Afin que la surveillance des marchés puisse être efficace, les enregistrements des ordres et des transactions devraient indiquer la personne, ou l'algorithme informatique, qui effectue ces activités au sein du prestataire de services sur crypto-actifs. Pour les mêmes raisons, si ces activités font intervenir à la fois une personne et un algorithme informatique, ou bien plusieurs personnes ou algorithmes, le prestataire de services sur crypto-actifs doit déterminer, de manière cohérente dans le temps et selon des critères prédéfinis, quelle personne ou algorithme assume la responsabilité première de ces activités.
- (13) Pour que les autorités compétentes aient accès à des informations pertinentes, exactes et complètes, les détails concernant l'ordre destiné à être transmis entre les prestataires de services sur crypto-actifs devraient être spécifiés.
- (14) Compte tenu de la nature transfrontière de la négociation de crypto-actifs, afin d'éviter des lacunes dans les données lorsqu'un prestataire de services sur crypto-actifs transmet des ordres ou exécute des transactions par l'intermédiaire d'une entité à laquelle le règlement (UE) 2023/1114 ne s'applique pas, le prestataire de services sur crypto-actifs devrait enregistrer la transmission de ces ordres ou l'exécution de ces transactions comme s'il avait transmis ces ordres ou exécuté lui-même ces transactions. Ces informations peuvent présenter un intérêt particulier pour l'autorité compétente qui doit exercer une surveillance adéquate du marché et surveiller les abus de marché.
- (15) Pour pouvoir veiller comme il se doit à l'intégrité et à la stabilité des marchés de crypto-actifs, les autorités compétentes ont besoin d'informations fiables, cohérentes et normalisées sur les crypto-actifs qui y sont négociés. Ces informations doivent leur permettre d'identifier individuellement tout crypto-actif négocié conformément aux principes institués à l'échelle internationale. En outre, les autorités compétentes doivent pouvoir en extraire les principales caractéristiques, y compris technologiques, de ces crypto-actifs. Les prestataires de services sur crypto-actifs devraient donc utiliser un identifiant de jeton numérique reconnu au niveau international pour identifier les crypto-actifs dans les enregistrements d'ordres et de transactions qu'ils fournissent aux autorités compétentes. L'identifiant de jeton numérique (*Digital Token Identifier*, DTI) géré par la Digital Token Identifier Foundation est un identifiant reconnu au niveau international qui garantit des informations fiables, cohérentes, normalisées et disponibles et permet la comparabilité et l'agrégation des informations au niveau de l'Union européenne, ce qui améliore la qualité des données agrégées et les délais dans lesquels elles sont présentées et réduit la charge liée aux déclarations pour les prestataires de services sur crypto-actifs. Par conséquent, les prestataires de services sur crypto-actifs devraient pouvoir utiliser le DTI pour identifier les crypto-actifs. Toutefois, pour ne pas fermer la porte à d'autres identifiants pouvant convenir à des fins de surveillance et favoriser l'intégrité du marché, il est nécessaire de définir les critères auxquels ces autres identifiants devraient satisfaire. Pour que le marché puisse utiliser ces autres identifiants, l'AEMF devrait approuver leur utilisation lorsqu'ils satisfont aux critères énoncés dans le présent règlement.

- (16) Pour pouvoir veiller comme il se doit à l'intégrité et à la stabilité des marchés de crypto-actifs, les autorités compétentes ont besoin d'informations fiables, cohérentes et normalisées sur les crypto-actifs qui y sont négociés. Ces informations devraient leur permettre de classer individuellement tout crypto-actif négocié conformément aux principes institués à l'échelle internationale. Une telle classification devrait également permettre aux autorités de relier les données relatives aux livres blancs aux données relatives aux transactions et aux ordres portant sur le même crypto-actif. Le code ISO de la classification des instruments financiers (code CFI) est une norme internationale utilisée pour classer les instruments financiers. Or, les crypto-actifs qui ne sont pas des instruments financiers ne peuvent actuellement pas être décrits à l'aide du code CFI. La norme ISO de classification des instruments financiers est en cours de révision pour tenir compte de la classification des crypto-actifs, mais cette révision ne sera pas achevée avant l'application du présent règlement. Par conséquent, jusqu'à ce que cette révision soit achevée, il convient d'utiliser une classification provisoire indiquant le type de crypto-actifs (crypto-actifs autres que les jetons se référant à un ou des actifs et les jetons de monnaie électronique; jetons se référant à un ou des actifs; jetons de monnaie électronique).
- (17) Afin de garantir une surveillance efficace et efficiente des marchés par les autorités compétentes, les enregistrements de transactions devraient indiquer si la transaction a été exécutée en tout ou en partie par l'intermédiaire d'une succursale du prestataire de services sur crypto-actifs située dans un autre État membre ou dans un pays tiers. L'ajout de données détaillant l'activité de chaque succursale dans les enregistrements conservés par les prestataires de services sur crypto-actifs ne devrait pas entraîner une charge administrative disproportionnée pour le prestataire de services sur crypto-actifs, mais devrait permettre aux autorités compétentes de surveiller plus efficacement les services fournis par les prestataires de services sur crypto-actifs et d'obtenir une meilleure visibilité de la manière dont ces services sont fournis dans les différents États membres.
- (18) Conformément au principe de minimisation des données, le prestataire de services sur crypto-actifs ne doit conserver que les informations nécessaires et suffisantes pour que l'autorité compétente puisse procéder à une évaluation complète du respect, par ces prestataires, des exigences applicables du règlement (UE) 2023/1114 et des dispositions de ce dernier sur l'abus de marché. Lorsqu'ils traitent des données à caractère personnel figurant dans les enregistrements, les prestataires de services sur crypto-actifs et les autorités compétentes doivent se conformer aux dispositions pertinentes du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil⁷.
- (19) Pour que les prestataires de services sur crypto-actifs responsables de l'exécution des ordres ou des transactions puissent être identifiés de manière efficace et sûre, ils devraient veiller à être identifiés, dans les enregistrements qu'ils conservent conformément à leur obligation d'enregistrement, par un code LEI (identifiant d'entité juridique) validé, publié et dûment renouvelé. En vertu de l'article 62 du règlement (UE) 2023/1114, les prestataires de services sur crypto-actifs doivent obtenir un identifiant d'entité juridique pour pouvoir être agréés. En outre, afin de permettre aux autorités compétentes d'exercer leurs tâches de surveillance et de prendre des mesures

⁷ Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (JO L 119 du 4.5.2016, p. 1, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2016/679/oj>).

d'exécution conformément à l'article 68, paragraphe 10, du règlement (UE) 2023/1114, cet identifiant devrait être vérifié, mis à jour et inclus dans les enregistrements à conserver conformément au présent règlement.

- (20) Le Contrôleur européen de la protection des données a été consulté conformément à l'article 42, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil⁸ et a rendu un avis le 28 août 2024.
- (21) Le présent règlement se fonde sur le projet de normes techniques de réglementation soumis à la Commission par l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF).
- (22) L'AEMF a procédé à des consultations publiques ouvertes sur le projet de normes techniques de réglementation sur lequel se fonde le présent règlement, analysé ses coûts et ses avantages potentiels et sollicité l'avis du groupe des parties intéressées au secteur financier institué par l'article 37 du règlement (UE) n° 1095/2010 du Parlement européen et du Conseil⁹,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

SECTION 1

CONSERVATION DES ENREGISTREMENTS ET DISPOSITIONS GENERALES CONCERNANT CEUX-CI

Article premier *Définitions*

Aux fins du présent règlement, on entend par:

- (1) «transaction», la conclusion d'une acquisition ou d'une cession de crypto-actifs autres que les crypto-actifs visés à l'article 2, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2023/1114;
- (2) «effectuer une transaction», l'exécution d'une transaction ou la transmission d'un ordre sur crypto-actifs pour le compte d'un client;
- (3) «exécuter une transaction», la prestation de l'un des services suivants ou l'exercice de l'une des activités suivantes qui donnent lieu à une transaction:
 - (a) la réception et la transmission d'ordres sur crypto-actifs pour le compte de clients,
 - (b) l'exécution d'ordres pour le compte de clients,
 - (c) l'échange de crypto-actifs contre des fonds ou contre d'autres crypto-actifs,
 - (d) la prise d'une décision d'investissement conformément à un mandat discrétionnaire reçu de la part d'un client,

⁸ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2018/1725/oj>).

⁹ Règlement (UE) n° 1095/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), modifiant la décision n° 716/2009/CE et abrogeant la décision 2009/77/CE de la Commission (JO L 331 du 15.12.2010, p. 84, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2010/1095/oj>).

- (e) le transfert de crypto-actifs entre des comptes.

Article 2

Conservation des enregistrements

1. Les enregistrements sont conservés sur un support qui permet le stockage d'informations de telle façon qu'elles puissent être consultées ultérieurement par l'autorité compétente, sous une forme et d'une manière qui satisfont aux conditions suivantes:
 - (a) les autorités compétentes sont en mesure d'accéder facilement à ces enregistrements et de reconstituer chaque étape clé du traitement de chaque service, activité, ordre ou transaction sur crypto-actifs;
 - (b) il est possible de vérifier facilement les corrections ou autres modifications apportées aux enregistrements, ainsi que le contenu des enregistrements avant ces corrections ou modifications;
 - (c) il n'est pas possible de manipuler ou de modifier les enregistrements;
 - (d) le support permet l'exploitation des données au moyen d'un système TIC ou de tout autre système efficace, lorsqu'il n'est pas possible d'analyser facilement les données en raison de leur volume et de leur nature;
 - (e) les modalités d'enregistrement prévues par le prestataire de services sur crypto-actifs respectent les obligations d'enregistrement prévues par le présent règlement, quelle que soit la technologie utilisée.
2. Les prestataires de services sur crypto-actifs conservent les enregistrements énumérés à la section 1 de l'annexe, en fonction de la nature de leurs services et activités.
3. L'obligation de conserver les enregistrements énumérés à la section 1 de l'annexe est sans préjudice des autres obligations d'enregistrement énoncées dans tout autre acte de l'Union.

SECTION 2

ENREGISTREMENTS RELATIFS A DES SERVICES SPECIFIQUES SUR CRYPTO-ACTIFS ET AUX ACTIVITES DES PRESTATAIRES DE SERVICES SUR CRYPTO-ACTIFS

Article 3

Enregistrement des politiques et des procédures du prestataire de services sur crypto-actifs

1. Les prestataires de services sur crypto-actifs enregistrent toutes les politiques et procédures qu'ils sont tenus de maintenir par écrit en vertu du règlement (UE) 2023/1114 et de ses mesures d'exécution.
2. Les prestataires de services sur crypto-actifs enregistrent également l'évaluation et le réexamen périodique, effectués par leur organe de direction, de l'efficacité des dispositifs et des procédures stratégiques visés à l'article 68, paragraphe 6, du règlement (UE) 2023/1114, y compris toute défaillance constatée dans ces dispositifs et procédures et toute mesure prise pour y remédier.

Article 4
Enregistrement des documents décrivant les droits et obligations du prestataire de services sur crypto-actifs et du client

1. Les prestataires de services sur crypto-actifs conservent les documents qui décrivent leurs droits et obligations dans le cadre de leur prestation de services, ainsi que ceux qui définissent les droits et obligations de leurs clients, pendant une période de cinq ans à compter de la résiliation de l'accord de prestation de services.
2. À la demande d'une autorité compétente, présentée avant l'expiration de la période de cinq ans visée au paragraphe 1, les prestataires de services sur crypto-actifs conservent les documents visés au paragraphe 1 pendant une période maximale de sept ans à compter de la date de résiliation de l'accord de prestation de services sur crypto-actifs.

Article 5
Enregistrements relatifs à la garde des crypto-actifs et des fonds des clients

1. Les prestataires de services sur crypto-actifs conservent des enregistrements leur permettant de distinguer, à tout moment et sans retard, les crypto-actifs et les fonds détenus pour un client des crypto-actifs et des fonds détenus pour tout autre client, ainsi que de leurs propres actifs.
2. Les prestataires de services sur crypto-actifs conservent leurs enregistrements de manière à garantir qu'ils peuvent être utilisés à des fins d'audit en tant qu'enregistrements.
3. Ces enregistrements contiennent les éléments suivants:
 - (a) des enregistrements qui permettent d'identifier facilement les soldes des crypto-actifs et des fonds détenus pour chaque client;
 - (b) lorsque des fonds de clients sont détenus par des prestataires de services sur crypto-actifs conformément à l'article 70, paragraphes 2 et 3, du règlement (UE) 2023/1114, les informations sur les comptes sur lesquels ces fonds sont détenus et les accords pertinents conclus entre le prestataire de services sur crypto-actifs et les établissements de crédit ou les banques centrales auprès desquels les fonds des clients sont placés;
 - (c) les informations sur les comptes ouverts auprès de tiers détenant des crypto-actifs pour le prestataire de services sur crypto-actifs et sur les accords d'externalisation conclus avec ces tiers;
 - (d) les coordonnées des tiers exécutant toute tâche externalisée conformément à l'article 73 du règlement (UE) 2023/1114 et le détail de ces tâches;
 - (e) les noms et fonctions des personnes responsables de la garde des crypto-actifs et des fonds des clients au sein du prestataire de services sur crypto-actifs;
 - (f) les accords qui établissent les droits de propriété des clients sur les crypto-actifs et les fonds.

SECTION 3

ENREGISTREMENT DES ORDRES ET DES TRANSACTIONS

Article 6

Enregistrement des ordres

1. Pour chaque ordre initial reçu d'un client et pour chaque décision initiale de négocier prise, les prestataires de services sur crypto-actifs enregistrent et conservent les informations figurant dans les deuxième et troisième colonnes du tableau 2 de la section 2 de l'annexe ainsi que les informations figurant dans le tableau 4 de la section 4 de ladite annexe, dans la mesure où ces informations concernent les ordres initiaux et les décisions de négocier.
2. Lorsqu'une autorité compétente demande l'une des informations visées au paragraphe 1 en vertu de l'article 94, paragraphe 1, points a) ou d), ou de l'article 94, paragraphe 3, point a), du règlement (UE) 2023/1114, les prestataires de services sur crypto-actifs fournissent ces informations telles qu'elles figurent dans la quatrième colonne du tableau 2 de la section 2 de l'annexe du présent règlement.
3. Lorsque les informations figurant dans le tableau 2 de la section 2 de l'annexe du présent règlement sont également requises en vertu de l'article 76 du règlement (UE) 2023/1114 ou des articles 25 et 26 du règlement (UE) n° 600/2014, ces informations sont conservées conformément aux normes énoncées dans lesdits règlements.

Article 7

Enregistrement des transactions

1. Les prestataires de services sur crypto-actifs enregistrent, immédiatement après avoir effectué une transaction, les informations indiquées dans les deuxième et troisième colonnes du tableau 3 de la section 3 et dans le tableau 4 de la section 4 de l'annexe.
2. Lorsque les autorités compétentes demandent l'une des informations visées au paragraphe 1 en vertu de l'article 94, paragraphe 1, points a) ou d), ou de l'article 94, paragraphe 3, point a), du règlement (UE) 2023/1114, les exploitants de plates-formes de négociation de crypto-actifs fournissent ces informations telles qu'elles figurent dans la quatrième colonne du tableau 3 de la section 3 de l'annexe.

Article 8

Identification de la personne ou de l'algorithme informatique qui prend la décision d'investissement au sein du prestataire de services sur crypto-actifs

1. Lorsqu'une personne ou un algorithme informatique au sein d'un prestataire de services sur crypto-actifs prend la décision d'investissement d'acquérir ou de céder un crypto-actif spécifique pour le compte du prestataire de services sur crypto-actifs ou pour le compte d'un client conformément à un mandat discrétionnaire que lui a confié le client, cette personne ou cet algorithme informatique est identifié et enregistré conformément au champ 41 du tableau 3 de la section 3 de l'annexe.
2. Lorsqu'une personne et un algorithme informatique participent tous deux à la prise de la décision d'investissement, ou que plusieurs personnes ou algorithmes participent à la prise de décision, le prestataire de services sur crypto-actifs enregistre la personne ou l'algorithme informatique à qui incombe la responsabilité première de cette décision.

Article 9
Identification des personnes physiques

1. Lorsque le client est une personne physique, il est identifié dans les enregistrements du prestataire de services sur crypto-actifs au moyen d'une mention résultant de la concaténation du code ISO 3166-1 alpha-2 (code pays à deux lettres) de sa nationalité et de l'identifiant national de client figurant à l'annexe II du règlement délégué (UE) 2017/590 de la Commission¹⁰ qui correspond à sa nationalité.
2. L'identifiant national de client visé au paragraphe 1 est attribué conformément à l'ordre des priorités prévu à l'annexe II du règlement délégué (UE) 2017/590 de la Commission, en utilisant l'identifiant ayant le plus haut degré de priorité que possède la personne concernée, que le prestataire de services sur crypto-actifs le connaisse déjà ou non.
3. Aux fins de l'identification d'une personne physique ressortissante de plusieurs pays de l'Espace économique européen (EEE), il convient d'utiliser le code pays de la première nationalité selon l'ordre alphabétique des codes ISO 3166-1 alpha-2 concernés et l'identifiant de cette nationalité attribué conformément au paragraphe 2.
4. Lorsqu'une personne physique possède la nationalité d'un pays non-EEE, il convient d'utiliser l'identifiant ayant le plus haut degré de priorité prévu dans le champ «Tous les autres pays» de l'annexe II du règlement délégué (UE) 2017/590 de la Commission. Lorsqu'une personne physique possède la nationalité d'un pays de l'EEE et d'un pays non-EEE, il convient d'utiliser le code pays de la nationalité de l'EEE, et l'identifiant de cette nationalité, attribué conformément au paragraphe 2, auquel a été assigné le plus haut degré de priorité.
5. Lorsqu'un client est résident d'un pays autre que celui dont il possède la nationalité, le prestataire de services sur crypto-actifs l'identifie aussi d'après son pays de résidence, comme indiqué dans le champ 41 du tableau 2 de l'annexe.
6. Lorsque l'identifiant attribué conformément au paragraphe 2 correspond à la mention CONCAT, le prestataire de services sur crypto-actifs identifie le client par la concaténation des éléments suivants, dans l'ordre suivant:
 - (a) la date de naissance de la personne au format AAAAMMJJ;
 - (b) les cinq premiers caractères de son prénom;
 - (c) les cinq premiers caractères de son nom de famille.
7. Aux fins du paragraphe 6, les préfixes de noms sont exclus, et les prénoms et noms de famille de moins de cinq caractères doivent être complétés par des symboles «#» afin que les mentions de noms et de prénoms indiquées conformément au paragraphe 6 contiennent cinq caractères. Tous les caractères sont en capitales. L'utilisation d'apostrophes, d'accents, de traits d'union, de signes de ponctuation ou d'espaces est interdite.

¹⁰ Règlement délégué (UE) 2017/590 de la Commission du 28 juillet 2016 complétant le règlement (UE) n° 600/2014 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation pour la déclaration de transactions aux autorités compétentes (JO L 87 du 31.3.2017, p. 449, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg_del/2017/590/oj).

Article 10
Identification de la personne ou de l'algorithme informatique qui fixe les conditions d'exécution d'une transaction

1. Lorsqu'une personne ou un algorithme informatique qui exécute une transaction au sein du prestataire de services sur crypto-actifs détermine la plate-forme de négociation de crypto-actifs en dehors de l'Union à laquelle recourir, l'autre prestataire de services sur crypto-actifs auquel transmettre des ordres ou les conditions relatives à l'exécution d'une transaction, il convient d'indiquer cette personne ou cet algorithme dans le champ 41 du tableau 3 à la section 3 de l'annexe.
2. Lorsqu'une personne au sein du prestataire de services sur crypto-actifs prend des décisions qui entraînent l'exécution de la transaction, le prestataire de services sur crypto-actifs lui attribue une mention permettant de l'identifier dans ses enregistrements de transactions conformément à l'article 9.
3. Lorsqu'un algorithme informatique opérant sous le contrôle du prestataire de services sur crypto-actifs prend des décisions qui entraînent l'exécution de la transaction, cet algorithme informatique est identifié dans le champ 43 du tableau à la section 3 de l'annexe.
4. Lorsque l'exécution de la transaction fait intervenir à la fois une personne et un algorithme informatique, ou plusieurs personnes ou algorithmes, le prestataire de services sur crypto-actifs enregistre la personne ou l'algorithme informatique à qui incombe la responsabilité première de l'exécution de la transaction dans le champ 43 du tableau 3 à la section 3 de l'annexe.

Article 11
Enregistrement de la réception et de la transmission des ordres

1. Les prestataires de services sur crypto-actifs qui reçoivent et transmettent à un autre prestataire de services sur crypto-actifs un ordre sur crypto-actifs pour le compte de clients, tel que le prévoit l'article 1^{er}, paragraphe 3, point a), enregistrent les détails de ces ordres comme indiqué dans les champs 1, 2, 10, 12, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 25 et 37 du tableau 2 de la section 2 de l'annexe, si et dans la mesure où ces champs sont pertinents pour ledit ordre.
2. Lorsque l'ordre transmis a été reçu d'un prestataire de services sur crypto-actifs qui l'avait précédemment transmis, les champs dont il est question au paragraphe 1 sont ceux qui permettent d'identifier le prestataire de services sur crypto-actifs transmetteur.
3. Lorsqu'un ordre est transmis plusieurs fois, les informations le concernant visées au paragraphe 1 sont celles qui se rapportent au client du prestataire de services sur crypto-actifs qui a transmis l'ordre en premier et sont enregistrées par le prestataire de services sur crypto-actifs qui a transmis l'ordre pour la première fois.
4. Lorsque les ordres sont groupés pour plusieurs clients, les informations les concernant visées au paragraphe 1 sont enregistrées pour chaque client.

Article 12

Enregistrement des ordres et des transactions exécutés par l'intermédiaire de plates-formes de négociation ou de prestataires de services auxquels le règlement (UE) 2023/1114 ne s'applique pas

1. Lorsqu'un prestataire de services sur crypto-actifs exécute un ordre ou une transaction pour le compte d'un client par l'intermédiaire d'une plate-forme de négociation de crypto-actifs ou d'un prestataire de services à laquelle ou auquel le règlement (UE) 2023/1114 ne s'applique pas, le prestataire de services sur crypto-actifs enregistre les informations relatives à l'ordre ou à la transaction comme s'il avait exécuté lui-même l'ordre ou la transaction.
2. Le prestataire de services sur crypto-actifs enregistre les informations visées au paragraphe 1 dans les champs spécifiés dans le tableau 2 de la section 2 et dans le tableau 3 de la section 3 de l'annexe, lorsque ces champs s'appliquent à l'ordre ou à la transaction en question.

Article 13

Enregistrement de la réception et de la transmission d'ordres à des entités auxquelles le règlement (UE) 2023/1114 ne s'applique pas

1. Lorsqu'un prestataire de services sur crypto-actifs transmet un ordre à une entité à laquelle le règlement (UE) 2023/1114 ne s'applique pas, il enregistre les informations relatives à l'ordre transmis dans les champs spécifiés dans le tableau 2 de la section 2 de l'annexe, dans la mesure où ces champs sont applicables à l'ordre ou à la transaction en question.
2. En cas de groupements d'ordres de plusieurs clients, les informations visées aux articles 9 et 14, le cas échéant, sont enregistrées pour chaque client.

Article 14

Identification des clients qui sont des entités juridiques

1. Lorsqu'il fournit aux autorités compétentes les informations visées aux articles 6 et 7, un prestataire de services sur crypto-actifs identifie tout client qui est une entité juridique en utilisant un identifiant d'entité juridique correspondant à ce client.
2. Les prestataires de services sur crypto-actifs enregistrent des identifiants d'entité juridique qui sont conformes à la norme ISO 17442 et qui figurent dans la base de données internationale des codes LEI gérée par l'unité opérationnelle centrale désignée par le Comité de surveillance réglementaire des identifiants d'entités juridiques.
3. Lorsque le client ne dispose pas d'un identifiant d'entité juridique conforme à la norme ISO 17442, le prestataire de services sur crypto-actifs en obtient un pour le client ou utilise un identifiant défini au niveau de l'Union qui répond à toutes les caractéristiques suivantes:
 - (a) il est unique;
 - (b) il est neutre;
 - (c) il est fiable;
 - (d) il est open source;
 - (e) il est évolutif;

- (f) il est accessible;
- (g) il est disponible gratuitement ou à un coût raisonnable;
- (h) il est soumis à un cadre de gouvernance approprié.

Article 15
Identification des crypto-actifs

Lorsqu'il fournit des informations aux autorités compétentes en vertu des articles 6 et 7, un prestataire de services sur crypto-actifs identifie les crypto-actifs qui font l'objet de l'ordre ou de la transaction enregistré(e), ou qui sont utilisés comme moyen de paiement, en utilisant un identifiant de jeton numérique conforme à la norme ISO 24165 ou un identifiant unique équivalent approuvé par l'AEMF au niveau de l'Union, qui répond à toutes les caractéristiques suivantes:

- (a) il est unique;
- (b) il est neutre;
- (c) il est fiable;
- (d) il est open source;
- (e) il est évolutif;
- (f) il est accessible;
- (g) il est disponible à un coût raisonnable; et
- (h) il est soumis à un cadre de gouvernance approprié.

Article 16
Enregistrement des transactions effectuées par des succursales

1. Lorsqu'un prestataire de services sur crypto-actifs effectue une transaction en tout ou en partie par l'intermédiaire de sa succursale, il indique dans ses enregistrements de transactions le code pays ISO 3166 de cette succursale, comme prévu dans les champs 7, 16, 34, 42 ou 44 du tableau 3 à la section 3 de l'annexe.
2. Le prestataire de services sur crypto-actifs indique dans les enregistrements de transactions les informations suivantes:
 - (a) si la succursale a reçu l'ordre d'un client ou pris une décision d'investissement pour un client conformément à un mandat discrétionnaire que lui a confié celui-ci;
 - (b) si la succursale est investie d'une responsabilité de surveillance de la personne qui prend la décision d'investissement concernée;
 - (c) si la succursale est investie d'une responsabilité de surveillance de la personne qui fixe les conditions d'exécution de la transaction;
 - (d) si la transaction a été entièrement ou partiellement effectuée sur une plateforme de négociation de crypto-actifs située en dehors de l'Union en mettant à profit le fait que la succursale est membre de cette plateforme de négociation.

Article 17
Identification du prestataire de services sur crypto-actifs effectuant les ordres et les transactions

1. Les prestataires de services sur crypto-actifs qui effectuent des ordres ou des transactions qui déclenchent l'obligation de conserver des enregistrements veillent à être identifiés, dans les enregistrements à conserver en vertu du présent règlement, par un identifiant d'entité juridique correct conforme à la norme ISO 17442 et qui figure dans la base de données internationale des codes LEI gérée par l'unité opérationnelle centrale désignée par le Comité de surveillance réglementaire des identifiants d'entités juridiques.
2. Les prestataires de services sur crypto-actifs veillent à ce que les données de référence liées à leur identifiant d'entité juridique soient renouvelées conformément aux conditions de l'une des unités opérationnelles locales accréditées du système d'identifiant international pour les entités juridiques.

Article 18
Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27.2.2025

Par la Commission
La présidente
Ursula VON DER LEYEN